



Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action
5 rue du Guichet – BP 67 – 92114 CLICHY Cedex
Tél : 01 47 30 00 83 – contact@recherche-action.fr

ÉTAT DE L'ART

**Les modèles socio-économiques
des associations de Jeunesse
et d'Éducation Populaire**

LISRA / Novembre 2018

SOMMAIRE

I/ Pouvez-vous expliciter votre approche / hypothèse de travail ? P4

- A/ Les conditions de la démarche
- B/ La cohérence de la démarche
 - 1/ Dimension méthodologique
 - 2/ Dimension axiologique
 - 3/ Dimension épistémologique
- C/ L'articulation avec le champ de l'éducation populaire
 - 1/ Travail de la complexité
 - 2/ Éducation populaire et transformation sociale
- D/ Références bibliographiques
 - 1/ Sur la recherche-action
 - 2/ Sur la dimension de tiers espace / contre-espaces

II/ Pouvez-vous nous décrire les travaux de recherche dans lesquels vos travaux s'inscrivent ? (en France / à l'étranger, travaux de recherche empirique / académique, ...) P8

- A/ Expériences de recherches-actions transdisciplinaires
- B/ Références thématiques et emprunts
 - 1/ Territoires, écosystèmes, réseaux
 - 2/ Rapport au travail, clinique de l'activité
 - 3/ Gouvernance, modalités de prise de décisions, rapports au pouvoir
 - 4/ Espaces réflexifs, espaces de la pensée et de la construction du sens
- C/ Références bibliographiques
 - 1/ Sur l'autoformation
 - 2/ Sur les recherches transdisciplinaires et collaboratives
 - 3/ Sur le rapport au territoire
 - 4/ Sur l'éducation populaire
 - 5/ Sur l'économie populaire
 - 6/ Sur le travail
 - a/ Rapport au travail
 - b/ Clinique du travail et de l'activité
 - 7/ Sur la gouvernance et l'analyse institutionnelle

III/ Existe-t-il des expérimentations en matière de modèles socio-économiques associatifs de Jeunesse et Éducation Populaire menées en France ou à l'étranger qui s'inscrivent dans ces travaux de recherche ? En quoi consistent-elles ? Quels sont leurs résultats ? P18

IV/ Quels sont les autres grands travaux de recherche existants à votre connaissance en matière de modèles socio-économiques associatifs et plus particulièrement sur les modèles socio-économiques des associations de Jeunesse et Éducation Populaire ? P.19

- A/ L'extériorité du savoir économique et la centralité de l'économie
- B/ La capacité de décentrement des pratiques associatives
- C/ Références bibliographiques
 - 1/ Sur le milieu associatif
 - 2/ Sur le savoir économique et sur l'économie sociale et solidaire

V/ Quelles sont vos préconisations pour les acteurs de Jeunesse et Éducation Populaire quant à la transformation de leurs modèles socio-économiques associatifs ? P22

A/ Pour de nouvelles centralités populaires

B/ Pour un positionnement relatif à des scénarios prospectifs

C/ Références bibliographiques

1/ Sur le territoire, développement local et géographie sociale

2/ Sur les scénarios de la transition / métamorphose / effondrement

I/ Pouvez-vous expliciter votre approche / hypothèse de travail ?

Notre approche est une démarche de recherche-action, dont l'intérêt est d'articuler dans un même processus une dimension méthodologique, épistémologique et axiologique. Cette cohérence facilite une appropriation par tous les acteurs concernés du sens et des finalités d'une production de savoir, en dialogue direct avec la réalité sociale. Elle permet également d'appréhender des situations complexes, qui nécessitent des articulations inédites. C'est particulièrement le cas au moment d'aborder les questions de développement socio-économique au centre de cette présente étude.

A/ Les conditions de la démarche

Nous partons du principe que nous ne pouvons pas trouver des réponses nouvelles aux questions actuelles si nous ne reformulons pas en même temps les cadres de pensée et d'action à travers lesquels ces questions sont posées. Cela induit au moins trois conditions pour instaurer notre démarche:

- Créer les conditions d'une extériorité qui permet de penser son implication socioprofessionnelle aussi bien pour l'acteur que pour le chercheur en dehors d'une logique sectorielle ou disciplinaire (qu'il s'agisse du champ de l'éducation populaire, du champ opérationnel des dispositifs territoriaux ou du champ scientifique des sciences humaines et sociales).
- Faciliter une mise en posture réflexive de tous les acteurs concernés en leur permettant de travailler sur leurs propres matériaux d'expérience. Ceci implique pour l'acteur de ne pas être objet, mais sujet de l'étude. Cela lui demande également d'effectuer des allers-retours entre implication et analyse critique, puis de produire un savoir à partir des conséquences qu'induit cette démarche réflexive en termes de transformation sociale
- Ouvrir des perspectives en termes d'expérimentation sociale permettant de mettre en application la production de savoir. Il s'agira de notamment de vérifier dans quelle mesure une innovation sociale apporte des éléments de réponse aux problématiques soulevées. L'expérimentation permettra à la fois d'enrichir un outillage méthodologique et de recentrer la démarche autour des valeurs portées.

B/ La cohérence de la démarche

1/ Dimension méthodologique

La démarche de recherche-action se concrétise en termes méthodologiques par une approche qualitative basée sur des entretiens semi-directifs produisant un premier corpus de matériaux sur lesquels s'ancre la posture réflexive. Le passage en « attitude de recherche-action » chez les acteurs se caractérise par une volonté de croiser des problématiques, grâce aux entretiens dans un premier temps, puis par les rencontres avec d'autres acteurs de secteurs différents, puis par les propositions d'étayages conceptuels et théoriques que nous pouvons amener. Cette entrée en recherche-action, de l'individu jusqu'au groupe, permet ensuite de dégager collectivement des hypothèses de résolutions et des perspectives d'expérimentations. Ceci induit la possibilité pour les acteurs de négocier, au sein de leur engagement professionnel, l'espace de cette réflexivité et de cette expérimentation.

2/ Dimension axiologique

Sur le plan axiologique, les valeurs qui orientent notre démarche sont très proches du projet initial de l'éducation populaire en se basant sur une science de la pratique appelée également

« praxéologie » ou « praxis ». Son but est de permettre aux individus de se penser comme acteurs historiques, développant une conscience des rapports sociaux et une capacité à les orienter. En ce sens, les dimensions d'une justice sociale et d'une justice cognitive (vers une égalité d'accès aux droits et aux savoirs) doivent être pensées et agies ensemble.

3/ Dimension épistémologique

Sur le plan épistémologique, nous nous inscrivons dans le croisement des microsociologies, de la recherche qualitative inductive situationnelle, de l'analyse critique et institutionnelle. Ces différentes formes de la recherche en sciences sociales ont en commun d'être des sciences de la complexité, c'est-à-dire opérant ce qu'Edgar Morin appelle des « boucles dialogiques », comme une manière de mettre en discussion différentes disciplines entre-elles, et en contact avec le vécu.

C/ L'articulation avec le champ de l'éducation populaire

1/ Travail de la complexité

Nous partons du principe qu'il vaut mieux penser le modèle économique en fonction de l'organisation sociale souhaitée, que l'inverse. C'est pourquoi nous choisissons de travailler d'emblée à l'expression des pratiques et des valeurs des acteurs, puis à l'élaboration de leurs problématiques, et de leurs hypothèses de transformations. Dans un même mouvement, l'échange établi avec les associations permet d'affiner les perceptions des enjeux socio-économiques de notre époque. Réintroduire ainsi cette démarche complexe, faisant allers-retours entre les singularités vécues et les tendances socio-économiques déterminantes, nous amène à dépasser les oppositions binaires entre économies privées et publiques, gouvernance verticale ou horizontale, et à sortir des logiques sectorielles. Tendre ainsi vers la transdisciplinarité, selon une démarche complexe articulant enjeux globaux, pratiques vécues et recherche, nous permet d'envisager avec les acteurs des formes d'organisations sociales conscientes, critiques et transformatrices des phénomènes socio-économiques.

2/ Éducation populaire et transformation sociale

La notion de « tiers secteur » s'est posée historiquement comme une possibilité de dépasser les logiques binaires et sectorielles. Cependant nous constatons sa difficulté, voire son impossibilité à se réfléchir et se constituer comme alternative. L'économie sociale et solidaire continue, d'un point de vue idéologique, à être valorisée comme une forme intermédiaire, alors qu'elle nous semble plutôt reproduire les modèles dominants, ou du moins, s'en accommoder.

Ainsi, une pensée des corps intermédiaires (dont font partie les associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire) telle qu'elle s'est instaurée dans l'après-guerre en tant que vecteur de transformation sociale, en articulation avec les fonctions d'un État social facilitant les régulations, ne semble plus opératoire.

Il nous semble que cette coupure entre le projet initial du corps associatif et le projet économique de développement actuel est davantage le symptôme d'un recul de la pensée de la transformation sociale (lui-même à la source de la crise du modèle associatif) que d'une absence de ressources intrinsèques. Le primat de l'économie comme mode de pensée et d'action régentant tous les domaines de l'implication socioprofessionnelle est d'une certaine manière la résultante d'une absence d'autonomie de ces corps intermédiaires qui sont traversés par les contradictions de leur époque.

Ainsi nous posons l'hypothèse qu'un tiers-secteur socio-économique ne peut dégager des alternatives si en même temps il ne peut instaurer un tiers-espace de la recherche et de l'action susceptible de poser une analyse critique des rapports sociaux et de se penser dans une logique de l'articulation et de l'interface entre les formes sectorielles.

Notre démarche de laboratoire social qui se construit selon cette dimension de **tiers-espace** nous semble alors particulièrement pertinente pour expérimenter les conditions d'une recomposition des cadres de pensée et d'action, dans une démarche complexe.

Il s'agit donc de s'inscrire dans une pensée de l'articulation pour sortir des cadres sectoriels communément admis. Cela revient à déployer une pensée de l'interface capable d'identifier et d'analyser ce qui vient du bas et ce qui descend du haut. Si cette pensée fait défaut, nous risquons de reproduire, soit une logique gestionnaire publique technico-administrative publique, soit une logique gestionnaire privée technico-entrepreneuriale. Penser les interfaces et les articulations est le rôle du tiers-espace de la recherche et de l'expérience. Parce qu'il opère un pas de côté critique par rapport aux formes instituées, il permet de ne pas se laisser enfermer dans les cadres gestionnaires et technocratiques. La logique de projet, notamment celle d'appel à projets souvent critiquée par les acteurs associatifs, est l'un des symptômes de la prédominance gestionnaire et technocratique. Cette dernière étant d'autant plus efficace et inévitable qu'elle est masquée sous une idéologie de la « participation ». Or, la participation citoyenne reste au stade d'une injonction paradoxale, quand l'engagement ne peut être mesuré en termes de transformation sociale.

Nous proposons donc d'interroger les modèles socio-économiques de manière transversale, par l'intermédiaire du **rapport au travail et à l'activité, de la gouvernance, et des espaces de réflexivité** au sein des structures associatives. Celles-ci étant en prise avec un **territoire et un écosystème**, envisagés comme terrain pluriel d'activité, d'expérimentation et de transformation. Ces quatre points seront traités à la question suivante.

D/ Références bibliographiques

1/ Sur la recherche-action

Barbier R, *La recherche-action*, Ed Economica, 1996,

Bazin H., « Enjeux d'un tiers-espace scientifique, éléments méthodologiques et épistémologiques en recherche-action » [en ligne] www.recherche-action.fr, 2014

Davide L., Henri Desroche. *Théoricien de l'éducation permanente*, Don Bosco, 2011

Desroche H., *Entreprendre d'apprendre. De l'autobiographie raisonnée aux projets d'une recherche-action. Apprentissage 3*, Éditions ouvrières, 1990.

Dionne H, *Le développement par la recherche-action, Le développement par la recherche-action*, L'Harmattan, 1998

Hermelin C., *L'acora, Atelier coopératif de recherche-action : construction collective de savoirs d'acteurs en société*, L'Harmattan, 2009.

Liu M., *Fondements et pratiques de la recherche-action*, L'Harmattan, 1997.

Mesnier P.-M., Missotte P., *La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer*, L'Harmattan, 2003.

Mesnier P.-M., Vandernotte C., *En quête d'une intelligence de l'agir, tomes 1 et 2*, L'Harmattan, 2012.

2/ Sur la dimension de tiers espace / contre-espaces

Bazin H., « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane. Musique, esthétique, sciences, société*, no 19, 2015.

Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*, Éditions de l'éclat, Paris, 2014.

Dossier « Les pratiques populaires de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 144-145, 2011/1-2.

OTT L., *Philosophie sociale. Une philosophie pour tous les acteurs sociaux et éducatifs*, Chronique sociale, Lyon, 2016.

II/ Pouvez-vous nous décrire les travaux de recherche dans lesquels vos travaux s'inscrivent ? (en France / à l'étranger, travaux de recherche empirique / académique, ...)

A/ Expériences de recherches-actions transdisciplinaires

Nous cherchons à développer des approches transdisciplinaires entre la dimension territoriale, la dimension économique et les formes associatives de mobilisation de la société civile. C'est ainsi que nous avons été amenés à développer des travaux avec des groupes interdisciplinaires comme l'atelier du campus Condorcet. Cet atelier vise à interroger les reconfigurations de l'action publique, induites par l'informalisation et la dérégulation de l'économie. L'ensemble des activités informelles précaires et activités issues de l'économie dite collaborative sont considérées lors de cet atelier. Ce dernier servira ensuite de pré-configuration pour des recherches comparatistes.

Dans ce cadre, nous nous sommes rapprochés du Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement (LAVUE - UMR 7218) étant amenés à travailler sur les espaces urbains et périurbains dans leurs dimensions à la fois formelles et symboliques, habitées et conçues, pensées et pratiquées. Ces espaces urbains constituent des marqueurs forts des interventions et des évolutions des sociétés humaines. Ils interrogent les formes d'implication des citoyens et de gouvernance de territoires complexes, ainsi que la relation entre héritages et innovations dans le développement urbain et territorial actuel. Ils posent la question des identités citoyennes, voire métropolitaines. Enfin ces espaces urbains mettent en tension les horizons de l'action et des politiques urbaines (en termes de justice notamment) avec les déploiements actuels des formes revendicatives et de citoyenneté plurielle.

Nous avons ainsi travaillé sur le séminaire « *Économies informelles en ville et reconfigurations de l'action publique* » du Campus Condorcet qui aborde les pratiques économiques de rue, notamment les ateliers mécaniques dits sauvages ou informels. Nous nous sommes particulièrement penchés sur la manière dont ces ateliers sauvages répondent à des besoins de développement endogène du territoire sans pour autant être traduits, reconnus et légitimés en termes d'alternatives économiques par les politiques publiques.

C'est ainsi que nous avons approfondi la notion d'économie populaire avec notre collectif « *Rues marchandes* » (<http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/>) en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord. Au cours des travaux de ce collectif, nous avons pu croiser les approches de Jean-Louis Laville, en reprenant notamment son expérience internationale dans les pays du Sud et l'invitant à l'un de nos séminaires. Nous nous rapprochons tout particulièrement d'une approche épistémologique du Sud, renvoyant l'économie populaire à la nécessité de repenser également les sciences sociales de manière non ethnocentrique par rapport au cadre d'action et de pensée des pays développés.

Cette manière de rapprocher justice sociale et justice cognitive, droits économiques et droits d'accès au savoir, trouve également écho dans un autre groupe sur le *croisement des savoirs*, animé par ATD Quart-Monde, le CNAM, le GIS Démocratie et Participation et le CNRS auquel notre laboratoire social a participé et a pu servir de plate-forme d'échanges à travers le site Internet <http://recherche-action.fr/croisonslessavoirs>. Cette approche permet de convoquer tous les secteurs socioprofessionnels sur une dynamique transversale en questionnant la nature, le statut et la légitimité de chacun des types de savoirs construits. Elle a pour vocation d'évaluer les apprentissages mutuels réalisés lors d'une recherche en croisement des savoirs, et de mesurer leur capacité de transformation. Elle tente de décrire en quoi consiste l'animation d'une recherche (en croisement de savoirs) et l'accompagnement des acteurs. Elle fait l'inventaire des compétences nécessaires à mobiliser, elle analyse la validation des savoirs co-construits, les modalités de leur diffusion et leurs impacts. Ce groupe a organisé un colloque le 1er mars 2017 au CNRS sur

« Construire les savoirs avec tou.te.s ? Recherches participatives avec les personnes en situation de pauvreté ».

Cette construction des savoirs en situation, impliquant savoirs techniciens professionnels, savoirs pragmatiques citoyens et savoirs scientifiques, rejoint historiquement nos travaux sur l'éducation populaire en partenariat avec le département d'études et recherches de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP). Nous avons mis en place ce partenariat depuis les années 2000, notamment en vue d'une collaboration avec la revue *Agora* et les *Cahiers de l'Action*. Nous indiquions déjà dans ces travaux comment une nouvelle génération d'acteurs (qu'elle se revendique ou non de l'éducation populaire) reconfigurait le rapport au travail, au territoire et au mode de gouvernance et dont les cheminements s'inscrivaient dans de nouvelles professionnalités du secteur associatif, sans obligatoirement se rattacher à un corps de métier traditionnel.

Dans cette filiation, nous organisons aujourd'hui des rencontres (avec les partenaires et les champs de recherche précités) permettant d'interroger les modèles économiques dans la production de savoirs et les transformations sociales par la recherche-action. Nous posons notamment la question: comment des chercheurs en sciences sociales et des acteurs-populaires peuvent se rejoindre dans un travail commun qui porte à la fois sur les modèles socio-économiques, sur des pratiques d'économie populaire et sur de la production de savoirs? C'est ainsi que nous approfondissons la notion de « tiers espace de la recherche » en participant à un groupe à la maison des sciences de l'homme réunissant le Groupe d'Intérêt Scientifique « *Démocratie et Participation* », le LISRA, le laboratoire LAVUE. Nous y posons les conditions pour les acteurs associatifs ou simples citoyens d'un auto-saisissement des problématiques qui les concernent directement. Leur production de savoirs croisés en est l'une des conséquences, mais c'est aussi une des conditions de la légitimation des acteurs dans leur droit à l'expérimentation.

Ces préoccupations de production savoirs par la recherche-action rejoignent les travaux d'un autre réseau avec lequel nous sommes en intervention qui est celui des Collèges Coopératifs fondés par Henri Desroches et qui délivre des formations diplômantes par la recherche-action.

Au regard de cette approche nos travaux ne s'inscrivent pas dans une lignée généalogique de recherches académiques ou liés à un champ disciplinaire en particulier, mais dans le cadre d'une co-construction au croisement de différents types de savoirs en essayant les principaux intéressés, les acteurs populaires, au centre des dispositifs dans la mesure où ce sont les acteurs d'un milieu qui se saisissent d'une possibilité de recherche pour prendre/avoir prise sur l'environnement qui les détermine.

B/ Références thématiques et emprunts

Notre démarche est une construction en situation qui inévitablement, constitue ses propres références et génère de la singularité. Ce qu'elle a de partagé et de généralisable avec d'autres recherches semblables, c'est principalement d'envisager la recherche comme une opportunité de bouleverser les rapports sociaux. C'est aussi une méthodologie de recherche qui vise à produire des savoirs au fil d'un processus qui progresse du contexte vécu des terrains vers des mises en problèmes et la production d'hypothèses de résolution en vue d'expérimentations, permettant un retour sur le terrain dans des actions réelles. C'est ce que nous sous-entendons derrière la notion de « tiers espace scientifique » qui n'a pas d'équivalent dans le champ de la recherche fondamentale ou celui de la recherche appliquée, mais crée son propre espace référentiel autonome se situant au croisement.

Si notre approche peut emprunter à des travaux de recherche existants, elle relève davantage de leurs agencements, d'un art de la recomposition transdisciplinaire, voir « indiscipliné » que certains nommeront « bricolage », « hacking » ou « braconnage » à l'instar de M. de Certeau. Dans une logique d'éducation populaire, les expériences de recherches passées tout autant que leurs méthodologies et leurs résultats, sont mis au service des transformations sociales dans lesquelles s'engagent les acteurs.

Ces travaux existants, auxquels nous empruntons parfois, ont eu recours à des dispositifs pensés *in situ*, qui ont donc pris des formes distinctes et uniques, qui ne sauraient être dupliquées comme telles. Ainsi le principe de laboratoire social qui constitue l'identité notre démarche n'est pas un dispositif méthodologique transposable « clefs en main » et se recompose suivant la complexité de chaque situation. C'est en ce sens qu'il s'agit moins d'une inscription dans une filiation scientifique, que d'une pratique d'emprunts, d'agencements et d'hybridations de recherches au croisement des savoirs. Car c'est d'abord depuis l'expérience, l'activité et le territoire des associations, que germent la formulation des problématiques, des pistes de travail et des savoirs. Et c'est dans ce processus-là que des emprunts à d'autres recherches s'avèrent utiles pour les acteurs associatifs.

Nous avons fait le choix de partir du contexte pratique et des problèmes des associations rencontrées, c'est-à-dire depuis leur territoire, leur rapport au travail, leurs modalités de prises de décision et d'élaboration de leur projet (gouvernance et espaces réflexifs). Ce choix a été fait pour que les associations puissent facilement cerner, accrocher et maîtriser le processus de recherche-action, et sentir un intérêt direct à y participer.

Volontairement, nous avons également choisi de ne pas mettre les problématiques uniquement économiques au centre de notre dispositif d'intervention, selon l'idée qu'il revient à la démarche de transformer les contraintes économiques, et non à l'économie d'imposer une démarche. C'est pourquoi nous sommes proches de la sociologie clinique de Vincent De Gaulejac (*La société malade de la gestion, Travail les raisons de la colère*), qui se sert de l'enquête sociale dans l'entreprise pour traduire et distinguer avec les travailleurs les phénomènes de domination rendus imperceptibles par le néo-management, lui-même soumis à la contrainte économique (cf. *Analyse des systèmes paradoxants*). Dans sa démarche, il s'agit bien de mettre l'entreprise au service de l'humain et non l'inverse.

Nous reprenons ci-dessous les quatre références thématiques à partir desquelles nous proposerons aux associations de dégager des problématiques transversales interrogeant les modèles socio-économiques.

1/ Territoires, écosystèmes, réseaux

L'approche territoriale permet de répondre à la préoccupation de transversalité, en prenant le territoire comme ressource commune et comme construction sociale collective, impliquant des pratiques et des modes d'implication associative. Nous posons l'hypothèse que cette approche territoriale correspond à des formes de relocalisation de la pensée et de l'action, à une réappropriation du sens de la production associative dans une logique de développement endogène. Nous nous intéressons pour cette raison particulièrement aux territoires considérés comme "délaissés" ou "sans emprise", afin de comprendre en quoi le fait associatif peut participer à l'émergence de nouvelles centralités que nous appelons "centralités populaires". C'est ainsi que nous sommes orientés vers le choix du Limousin avec sa situation paradoxale d'être à la fois au centre de la France et "décentré" par rapport au développement régional métropolitain, représenté ici par l'agglomération bordelaise dans la région Nouvelle-Aquitaine. Une vie associative très

vivante fait aussi territoire en Limousin, bien au-delà du champ de l'éducation populaire et ses frontières. Cette vie associative constitue un tissu social, avec une force de créativité, d'inventivité et d'agencements multiples, qui fondent une cartographie sociale en mouvement. C'est donc un milieu qui nous semblait intéressant à solliciter pour un processus de recherche-action.

En termes de cartographie sociale, les travaux du collectif Mauvaise Troupe à travers leur recueil de récits d'expérience intitulé « *Constellations* » sont inspirants dans la mesure où ils dépassent l'addition de récits situés, pour dessiner les formes à la fois communes et plurielles de l'émancipation, depuis les territoires et dans un contexte social, politique et économique partagé. La dimension d'éducation populaire y est centrale (pour autant le collectif ne s'en revendique pas directement), car le savoir produit provient de l'expérience vécue et fait « constellation » (lien, résonance) avec les autres expériences. C'est une manière de faire à la fois mouvement et transformation en rendant visible et en connectant des initiatives qui pourraient paraître isolées. C'est aussi une façon pour les acteurs de ne pas abandonner aux experts leurs capacités à produire un savoir sur ce qu'ils vivent, en reprenant à leur compte la démarche d'enquête sociale pour élaborer une contre-histoire de leurs pratiques. Enfin, cet ouvrage a été l'occasion pour ses auteurs d'ouvrir dans leur contexte un espace réflexif précieux qui est devenu partie intégrante de l'expérience de terrain et qui a joué un rôle majeur dans les mouvements sociaux du printemps 2016.

Ainsi, c'est en nous appuyant sur leur conceptualisation du "territoire", de ses "frontières" et surtout de la façon de les "habiter", que nous étayons le processus de problématisation des associations dans la recherche-action pour approfondir la réflexion sur:

- Faire territoire pour une association (en dépassant la simple définition géographique) en explorant les deux sens de comment le territoire nous touche et comment on le touche en retour et donc de l'habiter pleinement sur ces deux jambes.
- Penser et habiter les frontières de ces territoires, de se (ré) approprier pleinement ce qui fait alliance ou ce qui fait conflit comme source de vitalité pour ces associations pour évoluer, s'adapter, se (ré) agencer, se mettre en réseau, se saisir de problèmes nouveaux, etc.

Ceci permet de réinterroger sous un autre angle le processus de production, d'évaluation, et de réactualisation des projets associatifs (pour quoi, et avec qui, quel degré de contribution des habitants, etc.), la façon de penser des partenariats en replaçant de manière centrale la question des tiers espaces de réflexion et de décision en commun. Cela revient à réinterroger les modalités de gouvernement (institutions, habitants, salariés, bénévoles, administrateurs, etc.).

C'est également un « saut impliquant » que nous assumons d'effectuer dans notre démarche de recherche-action et dans notre accompagnement en tant que tiers chercheurs, en resituant l'engagement et la pratique des associations, à la fois dans une conception sociale et dans une conception territoriale. C'est une façon de penser les usages que les associations et leurs acteurs ont de leurs territoires et comment ces usages fabriquent des attaches. Il s'agit de comprendre où se joue une autre façon de s'engager, de militer et dans laquelle on ne peut plus délier ce qui nous rend capables de "tenir" un territoire et ce qui nous rend capables de se tenir en lui.

2/ Rapport au travail, clinique de l'activité

Le travail est pris dans un paradoxe saisissant, d'un côté il continue d'être massivement considéré comme instance principale de socialisation, et d'un autre, du fait du chômage, de la souffrance au travail, des nouvelles méthodes de management et d'évaluation, et de l'éclatement des corporations professionnelles ou des syndicats, il est dans l'incapacité de tenir son rôle intégrateur. Nous souhaitons d'abord voir comment les associations se situent dans ce contexte. Ensuite, cet étai

qui se resserre sur le travail en tant qu'emploi semble générer un engouement pour un "autre rapport au travail". Ainsi nous sommes curieux de voir quelle intelligence organisationnelle les associations déploient pour inventer ce qui pourrait s'apparenter à de nouvelles formes de l'activité. Il s'agit donc d'éprouver une recherche au service de leur mouvement vers un autre rapport au travail.

Selon V. De Gaulejac, la perspective clinique « consiste à aller "au plus près du vécu des acteurs" pour comprendre comment ils vivent les phénomènes, comment ils les éprouvent (dans leurs corps et leur psyché), et ce qu'ils peuvent en dire ». Il s'agit donc de comprendre « l'intrication permanente et indissociable » de l'objectif et du subjectif, du personnel et du structurel. Cette approche nous permet d'aborder la complexité du milieu associatif, en envisageant dans le même élan les singularités, les parcours de vie, les localités et leurs particularités, les professionnalités uniques et les fonctionnements *ad hoc*, en les ressaisissant dans une organisation du travail plus grande, elle-même structurée par des phénomènes sociaux-économiques plus vastes, qu'elle contribue à produire dans un large ensemble et qu'elle reproduit en son sein, à son échelle. Il s'agit donc d'épauler les travailleurs du monde associatif dans la description et la conscientisation de leur épreuve, qui s'inscrit dans la complexité et la récursivité du social (« l'individu et l'organisation sont produits et producteur de la société qui les produit », selon V. De Gaulejac)

Nous considérons la notion de travail au sens large, c'est-à-dire au sens du "faire" ou de "l'activité". De la même manière, la notion de métier n'est pour nous pas réductible à une profession propre ou à un secteur économique et pouvant faire l'objet d'un emploi, d'un statut, d'une fiche de poste...

C'est dans le souci de prendre soin de l'humain au sein de l'organisation associative, que nous nous appuyons sur les travaux de recherche en clinique du travail, pour mieux étendre au genre associatif le concept de "métier" issu de la clinique de l'activité d'Yves Clot. Il s'agit de considérer le métier au-delà du champ "professionnel" en proposant de penser des "métiers-bénévoles" ou des "métiers-habitants", afin d'explorer les différentes instances sociales en conflit au cœur de l'activité (les prescriptions venant de l'extérieur, le genre "de la maison" c'est-à-dire les manières de faire de l'association, ainsi que les styles individuels, c'est-à-dire l'empreinte de chacun). Nous utilisons aussi le concept de "souffrance éthique" de la psychodynamique du travail de Christophe Dejours, quand nous nous intéressons aux effets induits par les chamboulements des gestes et des valeurs dans le collectif de travail de l'association (comprenant salariés, bénévoles, volontaires, dirigeants ou non, usagers, public, etc.). C'est aussi et surtout une manière de pouvoir penser des espaces de l'analyse de l'activité *in situ*, permettant de "faire parler le métier", de mettre en dialogue les différents métiers, de penser le genre « de la maison » et donc la mise en controverse avec les prescriptions extérieures. Il s'agit de faire vivre et de mettre en mouvement les métiers, y compris le "métier de l'association" en elle-même. Ceci permet également de produire des connaissances depuis et pour l'activité, d'un côté de manière située, et de l'autre dans une perspective de croisements, pour réaliser des mises en dialogue avec d'autres "métiers-associations".

3/ Gouvernance, modalités de prise de décisions, rapports au pouvoir

Les crises démocratiques et institutionnelles successives ont fait germer une forme d'injonction à la participation, qui au niveau des institutions républicaines semble encore dans l'impasse. La problématique de la participation s'est déclinée dans le milieu associatif sous la forme de questionnements autour de "comment associer les habitants, les bénévoles, le quartier, le voisinage, les jeunes, les partenaires...?". Le modèle classique de l'administration associative (bureau, conseil d'administration, assemblée générale) est lui-même en mouvement, puisque fleurissent les associations sans présidence ni bureau, sous des contours plus collégiaux. Plutôt que de vérifier comment les associations appliquent les exigences actuelles à la participation, nous

préférons comprendre en quoi elles sont, depuis leurs situations, et sans attendre la prescription de la participation, inventives de nouveaux modèles démocratiques et populaires.

Nous partons du principe que l'association est un espace social avec ses jeux de forces, de tendances et de positions sociales - de surcroît, perméable au contexte social et économique. Ainsi nous souhaitons savoir comment différentes composantes humaines interagissent pour prendre des décisions, penser un projet et une activité, porter des responsabilités sur un territoire donné. Plus qu'une enquête, il s'agit d'aider les acteurs associatifs à révéler les rapports sociaux qui les traversent dans leur structure. D'une certaine manière, nous nous rapprochons de l'analyse institutionnelle qui vise à expliciter les dominations, inégalités, règles et pouvoirs institués non-dits au sein des organisations. Selon R. Hess, lui-même héritier des travaux de G. Lapassade et R. Lourau, il s'agit de révéler la force et la présence de l'institué, en établissant "une relation permanente entre la recherche et le changement". Les modalités d'organisation de l'association sont donc le fruit de tendances instituées et instituantes en tension et souvent implicites, invisibilisées.

La branche interventionniste de l'analyse institutionnelle, dite "socioanalyse", permet grâce à ses outils (les analyseurs, la dialectique des forces sociales, le principe du dérangement, le principe du non-savoir...) d'intervenir auprès des groupes dans le démêlement des enjeux de pouvoir qui les animent. Nous nous retrouvons donc en partie dans la pratique de Patrice Ville et Christiane Gillon qui conçoivent ainsi le rôle de la recherche et de l'analyse sur leurs terrains d'interventions : "La socioanalyse institutionnelle est une analyse sociale et collective. Collective, [car] elle est le fruit public du croisement du savoir de chacun. Sociale [car] elle est socialisée c'est-à-dire partagée par ceux qui la font. Institutionnelle, parce qu'elle se pose la question de ce qui fait et défait les formes institutionnelles de la vie." La socioanalyse est une analyse du mouvement à l'œuvre dans l'organisation, et son dispositif d'intervention ("l'orchestration de la socioanalyse") repose sur le trouble qu'elle opère dans le fonctionnement normal et admis du groupe analysé.

Dans cette logique, notre démarche consiste à accompagner la compréhension et la transformation au cœur des associations de leurs rapports au pouvoir (processus instituant) et à penser l'association elle-même comme un élément instituant (transformateur, subversif) de l'organisation sociale.

Enfin, au-delà de l'intervention socioanalytique, travailler sur les phénomènes de pouvoir, de domination, sur les tendances et les forces qui traversent les associations, peut prendre la forme du récit collectif d'expérience. Nous nous rapprochons donc des travaux de D. Vercauteren dont l'ouvrage "Micropolitique des groupes, une écologie des pratiques collectives" retranscrit avec précision ce qu'implique dans les groupes la dynamique de la transformation sociale. Ce travail émancipateur d'écriture issue de l'expérience est proche de notre démarche de recherche-action, car il combine deux objectifs, produire un savoir situé et faire référence autrement. Ces travaux ont été notamment utilisés et réappropriés par beaucoup d'associations d'éducation populaire qui étaient en tension entre leurs objectifs politiques de transformation et la réalité de leurs pratiques associatives.

4/ Espaces réflexifs, espaces de la pensée et de la construction du sens

La réflexivité reprend les champs de l'autobiographie raisonnée, de l'autoformation, de la formation-action, de la praxis et croise l'ethnométhodologie, la sociologie de l'action, de l'intervention et évidemment la recherche-action (voir supra, la démarche du LISRA)

L'espace réflexif pose la question de l'autonomie dans la capacité à dégager un savoir à partir de son expérience. Le travail réflexif permet d'acquérir une liberté de mouvement entre nos

différentes postures socioprofessionnelles, en interrogeant les notions d'agent (mission dans une structure), d'acteur (capacité d'agir) et d'auteur (référencer sa propre écriture, pensée, parole).

L'ouverture d'un espace réflexif dans sa structure est donc inséparable d'une analyse institutionnelle de cette structure. La dimension instituante est inhérente à toute démarche réflexive. Nous sommes à la fois dans un processus de structuration individuelle (agents, acteur, auteur), mais aussi dans la négociation de dispositifs collectifs. La forme du « laboratoire social » telle que nous la définissons au LISRA est une proposition de légitimer ce processus instituant comme une forme hybride empruntant à la fois à la démarche pragmatique de la recherche collaborative et à la méthode scientifique de l'expérimentation sociale.

Le « pas de côté » qu'implique la réflexivité conduit à adopter une position d'extériorité pour analyser son implication en situation, tirer une connaissance de ce processus réflexif pris comme une expérience et comprendre ce qu'il produit comme changement et savoirs généralisables.

C'est un travail sur soi qui permet de reconnaître le pouvoir et le savoir-vivre d'acteurs hors des dispositifs institués. Nous sommes effectivement tous détenteurs à travers nos parcours, de pratiques, de compétences, qui sont rarement mises en visibilité ou valorisées et qui pourtant définissent la qualité des espaces de travail dans lesquels nous nous investissons.

La démarche réflexive prend le travail de la personne, son action, sa réflexion dans une totalité complexe. En cela la démarche réflexive est particulièrement adaptée dans le milieu associatif et notamment celui de l'éducation populaire. Ce dernier étant a priori enclin à entrer dans une logique d'autoformation ou de formation action, c'est-à-dire dans un aller-retour entre pratiques et analyses, afin de dégager des pistes d'expérimentations dont les enseignements sont directement mis au service d'une pratique et d'une transformation sociale. Cette manière de lier formation et conduite de changement répond aussi au bouleversement de l'activité associative (approche par compétences, apprentissage par les problèmes, organisation apprenante, accompagnement de l'apprentissage, etc.) en favorisant une analyse critique et une autonomie dans le rapport au travail et le sens de sa production.

Nous pourrions également convoquer la notion de « contre espace » qui n'est pas « contre » l'institution dans le sens d'une opposition qui deviendrait vite stérile, mais qui serait « tout-contre elle ». Ce contre-espace relève d'une articulation entre l'institué et l'instituant, qui permet à l'individu et aux collectifs d'entrer dans un jeu complémentaire entre les espaces, et ainsi offre la possibilité de négocier de nouveaux projets, dispositifs et postures. Comme dans tous espaces autonomes, nous sommes dans un jeu d'interactions et de négociation permanente aussi bien sur le plan interne au groupe, que sur le plan externe (contexte social et institutionnel).

L'espace collectif de l'atelier de recherche-action est un espace intermédiaire entre la sphère privée et la sphère publique, une forme interstitielle qui peut se négocier dans l'environnement du travail. Il permet de confronter avec d'autres ses recherches et ses questions et donc de participer à une logique d'autoformation et de soutien méthodologique.

L'atelier offre une unité de temps, de lieu et d'action avec un rythme de rencontres qui lui est propre. Il se donne un objet limité, défini à partir des pratiques communes aux membres. Ce cadre contribue à structurer la conduite de recherche. Les réunions d'acteurs autour de problématiques communes amènent dans un temps donné à une production collective qui se finalise par un écrit de recherche. L'écrit, quelle que soit sa forme, permet de rendre visible ce processus et partager la connaissance avec d'autres. Une publication étend la diffusion et apporte une légitimité supplémentaire validant un processus non académique à travers des supports (articles, rapports, etc.) reconnus par tous les milieux socioprofessionnels

L'espace réflexif conduit ainsi à une dimension collective à travers des formes collaboratives entre les individus. Il en découle logiquement une nature transdisciplinaire, voire a-disciplinaire. Nous décrivons ici la capacité de développer une vision qui échappe au cloisonnement sectoriel pour rejoindre une pensée de la complexité ; une capacité d'agir pour une transformation sociopolitique, et non pour la simple reconnaissance de son champ d'appartenance professionnelle. C'est ainsi que l'espace réflexif peut contribuer à l'éducation populaire en permettant à

l'association d'adopter une pensée de l'extériorité et de la transversalité pour redéfinir son projet. L'espace réflexif est une autre manière de nommer une intelligence sociale dans le rapport étroit entre la production de connaissances et la capacité d'un groupe, d'une classe sociale, d'un ensemble professionnel, de se produire comme collectif, c'est-à-dire de se poser à la fois comme sujet, mais aussi comme réalité sociale à reconnaître.

C/ Références bibliographiques

1/ Sur l'autoformation

- Albero B., *L'autoformation en contexte institutionnel*, L'Harmattan, 2000
Barbot M.J., Camatarri G., *Autonomie et apprentissage*, PUF, 1999
Dumazedier J., Penser l'autoformation, *Chronique Sociale*, Juillet 2002
Galvani P., *Quête de sens et formation*, L'Harmattan, 1997.
Lange J.M., Autoformation et développement personnel, *Chronique Sociale*, 1993.
Lenoir H., Lipiansky E.M., *Recherches et innovations en formation*, L'Harmattan, 2003
Mezirow J., Penser son expérience. Une voie vers l'autoformation, *Chronique Sociale*, 2001
Molsan A., Carré P., *L'autoformation, fait social ?*, L'Harmattan, 2002
Portelli Patricia. L'autoformation en milieu associatif. In: *Revue française de pédagogie*. Volume 102, 1993. pp. 45-53.
Tremblay N.A., *l'autoformation pour apprendre autrement*, Presses de l'Université de Montréal, 2003

2/ Sur les recherches transdisciplinaires et collaboratives

- Dossier « “Tiers”/“Intermédiaire”. La recherche participative sur les pratiques en travail social », *Pensée plurielle*, n° 28, 2011/3.
Certeau M.D., *L'invention du quotidien*, Gallimard, 1990, 349 p
Gillet A., Tremblay D.-G. (dir.), 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec, Québec.
Nicolas-Le-Strat P., *Quand la sociologie entre dans l'action*, Editions du commun, 2018
Nicolas-Le-Strat P., *Le travail du commun*, Editions du commun, 2016,
Nicolas-Le-Strat P., *Expérimentations politiques*, Fulenn, 2007, rééd. 2009
Nicolas-Le-Strat P., *Moments de l'expérimentation*, Fulenn, 2009,

3/ Sur le rapport au territoire

- Depraz S., 2017, *La France des marges. Géographie des espaces « autres »*, Armand Colin, Paris.
Guillemette F. (Dir.), 2009, *Recherches qualitatives*, n° 2, vol. 28, « Approches inductives II ».
Hess R., 1981, *La sociologie d'intervention*, Presses universitaires de France, Paris.
Les Chercheurs Ignorants (Dir.), 2015, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP, Rennes.
Marta Anadon, *La recherche participative*, Presse Universitaire du Québec, 2007.
Mazzocchetti J., JAMOULLE P. (DIR.), 2007, « Recherche et intervention sociale. Comprendre et “agir” les changements en cours aux marges », *Les politiques sociales*, nos 3 et 4.
Vercauteren D., *Micropolitique des groupes, une écologie des pratiques collectives*, Prairies ordinaires, 2011 -

4/ Sur l'éducation populaire

- Bazin H., « Jeunesses messianiques et espaces populaires de création culturelle », *Revue Agora* No29, L'Harmattan, 2002, pp. 16-27.
- Bazin H., « Les enfants non reconnus de l'éducation populaire », *revue Agora débats/jeunesses* n° 44, L'Harmattan, 2007, pp.46-61.
- Caceres B., *histoire de l'éducation populaire*, seuil, 1964
- Coulon M.J. et Le Grand J.L., *Histoires de vie collective et éducation populaire*, L'Harmattan, 2000
- Lebon F., Emmanuel de Lescure (dir.), *L'éducation populaire au tournant du 21e siècle*, Éditions du Croquant, 2016
- Mignon J.M., *Une histoire de l'éducation populaire*. La découverte, 2007Collectif, L'éducation populaire ou la culture en actions, Document de l'Injep hors-série 51997.
- Poyraz M., *Espaces de proximité et animation socioculturelle*, L'Harmattan, 2003.

5/ Sur l'économie populaire

- DE SOUSA SANTOS B., 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer, Paris.
- Collectif, *Travail et formalité, Sociologie et sociétés* No 47 1-2015
- Verschave F.X., *La maison-monde. Libres leçons de Braudel*, Éditions-Diffusion Charles Léopold Mayer, 2005.

6/ Sur le travail

a/ Rapport au travail

- Gorz A., *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, Éditions Galilée, 1988.
- Lallement M., *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Gallimard, 2007.
- Linhart D., *La comédie humaine du travail*, Érès 2015
- Meda D, Vendramin P, *Réinventer le travail*, Paris. Puf, 2013.

b/ Clinique du travail et de l'activité

- Clot, Y. (2008). *Le Travail sans l'homme ?*. Paris: La Découverte.
- Clot, Y. (2008). *Travail et pouvoir d'agir*. Paris: PUF.
- Clot, Y. (2010). *Le travail à coeur. Pour en finir avec les risques psychosociaux*. Paris: La découverte.
- Dejours, C. (1998). *souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale*. Paris: Seuil.
- Fernandez, G. (2009). *Soigner le travail*. Toulouse: Erès.
- Gaulejac, V. d. (2005). *La société malade de la gestion: idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement moral*. Paris: Seuil.
- Gaulejac, V.d (2011), *Travail, les raisons de la colère*. Paris. Seuil

7/ Sur la gouvernance et l'analyse institutionnelle

- Ardoino J., Boumard P., Sallaberry J.C., *Actualité de la théorie de l'institution*, L'Harmattan, 2003
- ArdoinoJ, LourauR., *les pédagogies institutionnelles*, PUF, 1994.
- AuthierM, Hess R., *L'analyse institutionnelle*, PUF, 1981
- Gilon, C. & Ville P. (2014), *Arcanes du métier de socianalyste*, Editions Sainte Gemme.
- Gilon, C. & Ville P. (2014). Quelques clefs d'analyse institutionnelle. in *Du coaching à l'accompagnement professionnel personnalisé : une sociologie pour les individus*, Le Sujet dans la

Cité, Hors série N° 3.

Lapassade G., *Groupes organisations institutions*, Economica, 2006

Lourau R., *L'analyse institutionnelle*, Les éditions de minuit, 1970

Lamihi A., Monceau G., *Institution et implication*, L'oeuvre de René Lourau, Éditions Syllepse, 2002

III/ Existe-t-il des expérimentations en matière de modèles socio-économiques associatifs de Jeunesse et Éducation Populaire menées en France ou à l'étranger qui s'inscrivent dans ces travaux de recherche ? En quoi consistent-elles ? Quels sont leurs résultats ?

Au début des années 2000 se développait un réseau de recherches-actions qui allait former le Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action (LISRA)

Nous réfléchissons et expérimentons depuis une dizaine d'années autour de la dimension d'économie populaire, notamment à travers des pratiques économiques de rue ou de proximité (récupération vente, réparation, commerce ambulant, auto fabrication, espace écologique partagé, friche d'activité, etc.). Cela n'est pas sans poser la question du rapport à l'espace public et à l'aménagement du territoire. Ces travaux réinterrogent le rôle du tissu associatif comme expression citoyenne d'une réappropriation au rez-de-chaussée des villes et des campagnes et d'un développement endogène du territoire. Les Recherches-actions correspondantes sont :

- [2015-2018], programme de recherche-action régional Île-de-France « **Rues marchandes** » animé par le LISRA en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord, financement MSH, Fondation de France, <http://recherche-action.fr/ruesmarchandes/>
- [2014-2016], atelier de recherche-action sur l'activité de **l'association de pédagogie sociale Intermèdes** dans les bidonvilles roms (Essonne), <http://recherche-action.fr/intermedes/>
- [2011-2012], programme régional d'étude qualitative sur « **les conditions de vie des récupérateurs-vendeurs biffins en Ile-de-France** », porteur de projet association Aurore, commande : Conseil Régional d'Île-de-France.

Depuis une vingtaine d'années, nous appréhendons une pratique des espaces que nous appelons "tiers-espaces" qui permet de prendre en compte des parcours d'expériences qui ne sont pas uniquement qualifiés par leur appartenance socioprofessionnelle mais qui recomposent de nouveaux rapports sociaux, suivant des trajectoires individuelles ou collectives. En 2005, ces espaces de rencontre et de croisement d'expériences ont donné lieu à un premier ouvrage dans la collection des « Cahiers de l'action » de l'INJEP : *Espaces populaires de création culturelle. Enjeux d'une recherche-action situationnelle*. Nous préfigurions déjà de la nécessité dans une société en mutation de reconnaître des « espaces intermédiaires de l'existence » qui questionnent notre rapport au travail et repositionnent notre implication socioprofessionnelle. Nous disions également que c'est par la pratique d'espaces « interstitiels » ou de « tiers-espaces » que se dégage une force « instituante », c'est-à-dire susceptible de poser, en dehors des cadres normatifs institutionnels, ses propres référentiels. Ces espaces nous amènent à penser la réalité autrement et par conséquent à agir sur elle pour structurer et reconfigurer nos manières de faire collectif, de faire territoire. Ils nous incitent à partager et à gérer des ressources du commun, à développer une analyse critique des rapports sociaux et à concevoir autrement un développement.

Les recherches-actions correspondantes sont:

- [2010/2011] Programme de recherche-action inter-régional « **Pratiques des espaces et innovation sociale** » en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord en réponse à l'appel à projets « Penser la ville contemporaine », Actes séminaire « Pratiques des espaces : l'approche en laboratoire social » (<http://recherche-action.fr/lab-social>).
- [2007/2008] Programme de recherche-action inter-régional « **Nouvelles professionnalités des acteurs populaires associatifs, les espaces intermédiaires d'innovation sociale** » à partir du réseau « espaces populaires de création culturelle », commandes : Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances, Institut National de la Jeunesse et de

- l'Éducation Populaire, Actes Journée d'étude « De la formation du sujet aux démarches interdisciplinaires ».
- [2006/2007] Recherche Île-de-France « *Du laboratoire au territoire, les enjeux du développement culturel entre Paris et banlieue* », dans le cadre de l'appel d'offres « Culture et territoires en Île de France » (ministère de la Culture DRAC/MRT, ministère de l'Équipement/PUCA), en partenariat avec la Mairie du 18ème arrondissement, commande ministère de la Culture, Mairie 18ème, Actes Journée « Rapport sensible et esthétique aux territoires et enjeux du développement culturel », et Actes Journée « Interstice Paris Goutte d'Or » (<http://recherche-action.fr/lab-social>).

IV/ Quels sont les autres grands travaux de recherche existants à votre connaissance en matière de modèles socio-économiques associatifs et plus particulièrement sur les modèles socio-économiques des associations de Jeunesse et Éducation Populaire ?

Nous proposons un ensemble de références qui ne sont pas propres au milieu associatif, dans la mesure où ce dernier n'échappe pas aux déterminations économiques, sociales et politiques, quand bien même nous reconnaissons ses spécificités et ses potentialités en termes de transformation sociale.

A/ L'extériorité du savoir économique et la centralité de l'économie

Nous nous sommes donc d'abord interrogés sur l'extériorité du savoir économique qui s'impose comme un mécanisme de production de croyances et de pratiques. Ainsi nous sommes partis, entre autres, des travaux de Bernard Stiegler. En reprenant en partie la théorie économique marxiste, Stiegler explique que l'individuation est entravée par le principe d'aliénation c'est-à-dire d'acceptation par l'individu d'un système de production et de rapports de productions déterminant des positions sociales, qui s'imposent de manière extérieure à lui. Phénomène accentué par le développement technologique (dont les technologies relationnelles, qui sont selon-lui dissociatives plutôt qu'associatives).

Ce mécanisme d'extériorité du savoir économique dépossède l'individu de sa capacité de connaissances sur sa propre situation, qui est pourtant une source de savoir. D'après Stiegler, l'accélération de l'innovation (ce qu'il appelle par ailleurs "la disruption"), empêche la production de savoir et court-circuite tout ce qui contribue à élaborer la civilisation.

Nous nous sommes donc questionnés sur ce qui alimente l'extériorité de ce savoir économique. Les travaux de Frederic Lebaron sur la croyance économique permettent de voir l'économie comme la conséquence d'un champ de forces dans lequel des conceptions économes s'affrontent en quête de légitimation. L'enjeu est pour les mieux placés dans ce champ de faire croire à l'ensemble que l'économie telle qu'elle est, est centrale et légitime. La centralité économique triomphante dont le langage colonise la vie politique internationale, induit une limitation des postures d'acteurs qui ne peuvent que s'y conforter ou s'y confronter, sans pour autant être en capacité de refuser l'idée-même de centralité. Ce phénomène provoque des monopoles intellectuels qui cloisonnent les débats et les critiques, et évincent d'autres conceptions.

L'idée de croyance en l'économie semble venir en tension avec l'individuation comme moteur de l'action, de conscience en soi et pour soi. Le savoir économique ne fait plus référence à la situation de l'individu dans les rapports de production, mais descend d'un front idéologique économiste, dont la croyance s'impose d'en haut, de manière extérieure à l'individu.

En conséquence nous souhaitons travailler avec les acteurs associatifs, dont leur structure est

partie intégrante d'un système organisationnel productif, sur leur capacité à percevoir les phénomènes économiques qui les affectent et à imaginer une activité associative transformatrice. C'est-à-dire qui ne soit plus uniquement la proie de l'extériorité du savoir économique, et qui se décale par rapport à sa centralité. Autrement dit, comment contourner ce que K. Polanyi et M. Mauss critiquent dans l'approche utilitariste dominante qui réduit l'économie aux seuls intérêts matériels et individuels, en occultant la pluralité des possibles.

B/ La capacité de décentrement des pratiques associatives

Le tiers-secteur que l'on appelle économie solidaire ou économie plurielle a fait ces dernières années l'objet de nombreux ouvrages. Ils se sont demandé si ce tertiaire relationnel fondé sur l'interaction directe entre prestataires et usagers pouvait représenter une alternative, ou un complément au régime économique basé sur la compétitivité, la productivité et la rentabilité propre au régime capitaliste, qui connaît depuis les années 70 une évolution vers des logiques de financiarisation. Ce serait une manière de sortir du couple Etat/Marché, économie publique/économie privée. On y retrouve des courants portés par l'écologie politique ou se revendiquant de la tradition associationniste.

Selon J.L. Laville la logique solidaire permettrait d'acter un nouveau cadre d'action collective, d'articuler la dimension économique avec la dimension politique et de tendre vers un projet de démocratie solidaire à l'écoute de la nature plurielle du lien social et redéfinissant les finalités de l'échange économique. Dans ce cadre associationniste, l'économie serait avant tout un moyen pour des objectifs solidaires. La source du sens viendrait de l'activité et de l'agir associatifs, dont la solidarité s'opposerait au pouvoir de l'argent et au pouvoir administratif étatique.

Cependant, nous nous interrogeons, à l'instar de M. Hély et P. Moulévrier sur la réelle capacité des associations à incarner - en l'état actuel des rapports économiques - une troisième voie à même de s'extraire de la binarité du marché et de l'Etat. Selon ces deux auteurs, "l'économie sociale est la forme dominée d'une économie dominante", qui fait partie intégrante du système capitaliste et dont la plasticité permet de constituer une variable d'ajustement au système productif, notamment en temps de crise. Le risque pour l'économie sociale et solidaire est de ne pas jouer son rôle de troisième voie, mais de se retrouver davantage en interface entre l'Etat providence en perdition et le marché dont le rythme des innovations s'accélère et le champ d'influence s'étend. En ce sens, nous pouvons utiliser le concept d'isomorphisme comme le fait J.L. Laville, pour décrire un mouvement qui pousse une population à emprunter la forme d'autres unités de populations qui font face à des conditions environnementales similaires. C'est selon nous une manière d'expliquer pourquoi les associations qui sont actuellement en prise avec un contexte concurrentiel contraignant, s'interrogent toutes sur la viabilité de leurs modèles économiques et la perspective de basculement vers la forme entrepreneuriale. Toutefois, plutôt que d'entériner l'adaptation systématique aux évolutions permanentes du marché (en vertu d'un "isomorphisme marchand"), nous souhaitons accompagner les associations dans leur vocation d'éducation populaire à bousculer leur environnement plutôt qu'à en épouser la forme. De la même manière, nous pourrions critiquer un genre d'isomorphisme institutionnel ou organisationnel, qui pousserait les associations à organiser leurs activités selon les nouvelles méthodes de management, dans une logique gestionnaire, comptable, évaluatrice...

Nous envisageons la recherche-action comme un moyen de dépasser ce que J.L. Laville décrit comme une troisième phase du mouvement associationniste, qui se caractérise par une logique d'institutionnalisation du social et de la solidarité, à travers notamment une professionnalisation croissante. La première phase étant une phase revendicatrice et contestataire, la deuxième une période de légitimation / délégitimation, permettant le contrôle et l'écartement des mouvements autonomes et populaires les plus subversifs. Cette troisième phase se caractérise entre

autres par la professionnalisation des acteurs associatifs, qui accentue la propagation des pratiques gestionnaires prenant le pas sur le fait de faire vivre le projet initial. Cette période actuelle est aussi marquée par une baisse de l'implantation et du recrutement populaire au regard des exigences gestionnaires, fonctionnalistes et techniciennes de la professionnalisation. Comment faire en sorte que notre démarche de recherche prenne corps dans une expérimentation dont l'objet même serait pour les associations de provoquer un autre rapport à la profession, à l'activité, à la gouvernance, au territoire? Pour nous, cette expérimentation passe par l'ouverture d'espaces réflexifs où le sens de l'activité peut-être discuté, dans un temps en décalage par rapport au temps de l'urgence gestionnaire et de la logique de projet.

C/ Références bibliographiques

1/ Sur le milieu associatif

- Barthélémy M., *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Presses de Sciences po, 2000.
- Caillé A., Chanial P., Dacheux E., Eme B., Latouche S., Laville J.L., *Association, démocratie et société civile*, La Découverte, 2001.
- Chanial P., *Justice, don et association*, La Découverte, 2001.
- Collectif, *Une seule solution, l'association ? Socio-économie du fait associatif*, *Revue du Mauss*, La Découverte, 1998.,
- Hély M., *Les métamorphoses du monde associatif*, PUF, 2009
- Hoarau C., Laville J.L., *La gouvernance des associations. Économie, sociologie, gestion*, Eres, 2008.
- Laville J.L., Salmon A., *Associations et action publique*, Desclée De Brouwer, 2015
- Prouteau L., *Économie du comportement bénévole*, Economica, 1999.
- Prouteau L., *Les Associations entre bénévolat et logique d'entreprise*, PUR, 2004.

2/ Sur le savoir économique et l'économie sociale et solidaire

- Baschet J., *Adieux au capitalisme*, La Découverte, 2014.
- Baschet J., *Défaire la tyrannie du présent*, La Découverte, 2018
- Cordonnier L., *Coopération et Réciprocité*, PUF, 1997
- Jeantet T., Didier Adès D., *L'économie sociale : Une alternative au capitalisme*, Economica, 2008
- Hély M., Moulévrier P., *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, La Dispute, coll. « Travail et salariat »
- Laville J.L., *L'économie sociale et solidaire / théories, pratiques, débats*, 2010.
- Laville, J.L., *L'économie sociale. Une perspective internationale*, Desclées de Brouwer, 1994.
- Laville, J.L. « Avec Mauss et Polanyi, vers une théorie de l'économie plurielle », *Revue du MAUSS*, vol. no 21, no. 1, 2003, pp. 237-249.
- Lebaron F., *La croyance économique*, Seuil, 2000
- Lebaron F., *La crise de la croyance économique*, Du Croquant, 2010
- Sennett R., *Ensemble: Pour une éthique de la coopération*, Albin Michel, 2014
- Stiegler B., *Dans la disruption, comment ne pas devenir fou?*, LLL, 2016

V/ Quelles sont vos préconisations pour les acteurs de Jeunesse et Éducation Populaire quant à la transformation de leurs modèles socio-économiques associatifs ?

A/ Pour de nouvelles centralités populaires

Le tiers-secteur ne peut pas se penser comme une alternative s'il ne se conçoit pas déjà comme levier de transformation sociale interrogeant l'ensemble des secteurs de la société, pas simplement le milieu associatif. Quel que soit l'intérêt d'expérimentations locales s'inscrivant dans des logiques d'autoproduction, de circuits courts, de démocratie locale, de tiers-lieux vivants, toutes ces initiatives ne resteront que des îlots séparés du reste de la société tant que ne sera pas introduite cette possibilité d'articuler des tiers-espaces de la pensée et de l'action, aussi bien dans le milieu associatif que dans les autres milieux socio-économiques. C'est ce que nous entendons sous la dénomination de "centralité populaire", c'est-à-dire la possibilité pour les acteurs populaires au sens large du terme (ceux qui se définissent dans un rapport de production et cherche à orienter le sens à travers une stratégie et un savoir sur les pratiques), de concevoir et de développer des configurations écosystémiques reprenant toutes les dimensions de la vie (rapport au travail, à l'habitat, à la santé, à l'éducation, à la culture, etc.) dans un équilibre cohérent d'échanges qui peuvent s'inscrire dans une logique marchande, non-marchande ou non monétaire.

Notre préconisation principale serait de déplacer les centralités. Que serait une centralité populaire sur les territoires ? Un autre rapport au travail, différent des centralités ouvrières des années 70 avec les mairies PC, où il y avait une harmonie entre le rapport au travail, à la ville ? Cette cohérence ouvrière passée n'existe plus, mais qu'est-ce qui la remplace aujourd'hui ? C'est l'objet du laboratoire social, expérimenter une nouvelle centralité. C'est le lieu où l'on penserait le rapport au territoire, au travail, au développement local.

Notre démarche est au service des associations qui souhaitent redevenir motrices, et retrouver leur rôle initial d'éducation populaire, de transformation sociale et de production de savoir.

B/ Pour un positionnement relatif à des scénarios prospectifs

Nous avons fait le constat, à travers cette approche globale, de la difficulté de sortir des pensées d'opposition binaire entre les logiques économiques privées et publiques et les logiques de gouvernance verticale et horizontale. Si l'association a une difficulté à se penser comme une alternative et donne plutôt l'impression de se vivre comme une « forme subie » et façonnée par les conditions extérieures, cela renvoie sans doute à la double contrainte historique entre la formation des réseaux associatifs et la professionnalisation du militantisme, double contrainte enfermant les stratégies professionnelles et associatives dans des logiques sectorielles.

C'est pour cela que nous pensons que les solutions alternatives ne peuvent pas provenir uniquement des ressources internes des secteurs associatifs concernés. Il ne s'agit pas évidemment de renier toute la culture historique et le patrimoine commun notamment incarnés par l'histoire de l'éducation populaire mais de pouvoir réintroduire une pensée de l'extériorité de cette forme sectorielle pour trouver des alternatives. Autrement dit, l'association ne peut pas se penser comme alternative à partir de son champ d'appartenance.

La reconfiguration d'une pensée et d'une action associative passe par la compréhension des problèmes qui la traversent comme des supports d'une analyse critique interrogeant les autres champs socioprofessionnels et d'engagement citoyen. C'est dans la possibilité d'intervenir sur ces autres champs que l'association pourrait elle-même sortir de l'ornière dans laquelle elle semble embourbée lorsqu'elle constate ses difficultés à la fois économiques et de mobilisation de ressources humaines.

Ainsi il nous a semblé intéressant, au lieu de partir de stratégies associatives selon des

cadres de pensée et d'action déjà formatée par les logiques économiques préexistantes, d'essayer d'échafauder différents types de scénarios qui peuvent croiser l'ensemble des acteurs d'un territoire. Ce sont les scénarios de développement de la transition, de la métamorphose et de l'effondrement sachant qu'ils peuvent bien évidemment se combiner dans des situations multiples entre aménagement du modèle capitaliste libéral dans une logique de développement durable, transformation de notre manière de faire société selon le modèle des « communs » et déprise du système socio-économique actuel pour recomposer des formes autonomes d'organisation.

La proposition de la recherche-action serait ici de croiser les thématiques du champ associatif et de la connaissance (gouvernance, activité/travail, territoire, espace de réflexivité) que nous avons présentées plus haut avec les problématiques transversales de ces scénarios pour pouvoir dégager des expérimentations sur le territoire régional.

C/ Références bibliographiques

1/ Sur le territoire, développement local et géographie sociale

- Depraz S., 2017, *La France des marges. Géographie des espaces « autres »*, Armand Colin, Paris.
- Mazzocchetti J., JAMOULLE P. (DIR.), 2007, « Recherche et intervention sociale. Comprendre et “agir” les changements en cours aux marges », *Les politiques sociales*, nos 3 et 4.
- Di Méo G., *Introduction à la géographie sociale*, Armand Colin, 2014.
- Di Méo G., *Les territoires du quotidien*, L'Harmattan, 1996.
- Bertin G., *Développement social et intervention sociale*, L'Harmattan, 2003.
- Guesnier B., Lemaignan C., *Connaissance, solidarité, création. Le cercle d'or des territoires*, L'Harmattan, 2006
- Paquot T., *Habiter, le propre de l'humain.*, La Découverte 2015.
- Raffestin C., Autour de la fonction sociale de la frontière, *Espaces et sociétés*, n°70-71, 1992.
- Raffestin C., Usages populaires de l'espace, *Espaces et sociétés*, 1/2011, Ed Érès
- Remy J., *Espace, un objet central de la sociologie*, Érès 2015.

2/ Sur les scénarios de la transition / métamorphose / effondrement

- Anderson C., Makers, *La nouvelle révolution industrielle*, Pearson, 2012.
- Burret A., *Tiers-lieux Et plus si affinités*, FYP EDITIONS, 2015
- Collectif, *Créer son futur au sein des territoires*, Éditions Atlantique, 2007.
- Collectif, La fabrique de l'innovation sociale, *Alternatives Économiques* Hors-série Pratique n°062 - 06/2013
- Cottin-Marx Simon et al., « La transition, une utopie concrète ? », *Mouvements*, 2013/3
- Dupin E., *Les défricheurs*, La Découverte, 2014.
- Frérot O., Contribuer à l'émergence d'une société neuve et vive, *Chroniques sociales*, 2017.
- Gaudin T., *De l'innovation*, Éditions de l'Aube, 1998.
- Giorgini P., Arènes J., *Au crépuscule des lieux*, Bayard, 2016.
- Hatzfeld H., Hatzfeld M., Ringart N., *Quand la marge est créatrice. Les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Éditions de l'Aube, 1998.
- Hein F., *Do It Yourself!*, Éditions le passager clandestin, 2012.
- Raymonde Séchet, Isabelle Garat et Djemila Zeneidi (dir.), *Espaces en transactions*, PUR, 2008.
- Sainsaulieu R., *Des sociétés en mouvement. La ressource des institutions intermédiaires*, Desclée de Brouwer, 2001.